

1695



PROGRAMME D'ALPHABETISATION
ET D'APPRENTISSAGE DE METIERS
POUR LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE
(PALAM/BID/SEN)



BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT

RAPPORT TRIMESTRIEL

du 1^{er} Janvier au 31 Mars 2015

PAYS : SENEGAL

MINISTERE de TUTELLE : MINISTERE DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DE L'ENFANCE

AGENCE D'EXECUTION : UNITE DE GESTION DU PROGRAMME (UGP)

NOM DU PROJET : PROGRAMME D'ALPHABETISATION ET D'APPRENTISSAGE DE METIERS POUR LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

NUMERO DU PROJET : PALAM/BID/SEN 110

TABLE DES MATIERES

I. CONTACTS	3
II - OBJECTIFS ET LOCALISATION DU PROJET	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
III -DESCRIPTION DES DIFFERENTES COMPOSANTES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
IV -PLAN DE FINANCEMENT (SUIVANT ACCORD DE FINANCEMENT)	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
V ETAT D'EXECUTION PHYSIQUE	5
VI. ETAT D'EXECUTION FINANCIERE	9
VII. ORGANISATION ET COMPOSITION DE L'UNITE DE GESTION DU PROJET	11
VIII. ETAT DES DECAISSEMENTS	12
IX- RISQUES ET OPPORTUNITES	13
X- ACTIVITES ET DECAISSEMENT PROGRAMMES POUR LE PROCHAIN TRIMESTRE	24
XI. CONCLUSION	18

I- CONTACTS

DESIGNATION	NOM	ADRESSE TEL, FAX, EMAIL
DIRECTEUR/COORDONNATEUR DU PROJET	Mme MBACKÉ Khady Fall Ndiaye	00221 77 537 09 20 khadyrassoul@yahoo.fr palamsenegal@gmail.com
AGENCE D'EXECUTION	Unité de Gestion du Projet (UGP)	57, Avenue Georges Pompidou Dakar, Sénégal Tél/Fax : 00221 33 82 12164
SIEGE DE L'UNITE DE GESTION DU PROJET		57, Avenue Georges Pompidou Dakar, Sénégal Tél/Fax : 00221 33 82 12164
SITE WEB		www.palam-bid.sn

II-OBJECTIFS ET LOCALISATION DU PROJET

1. Objectif global

L'objectif principal du PALAM est de contribuer à la réduction de la pauvreté au sein des populations rurales et féminines en priorité, par l'accès à une alphabétisation fonctionnelle centrée sur les compétences et par l'accès aux services de micro finance favorisant l'auto développement.

2. Objectifs spécifiques

OS1 : L'objectif de la composante 1 est d'assurer l'accès à une éducation de base sur une durée de 3 à 4 ans avec application du programme de l'élémentaire allégé pour la passerelle vers le formel et la formation pré qualifiante, au profit des enfants non scolarisés, déscolarisés et ceux des daaras.

OS2 : L'objectif de la composante 2 est de répondre aux besoins éducatifs des adolescents et jeunes adultes âgés de 16 à 24 ans, en leur assurant un accès équitable à des programmes adéquats ayant pour objet l'acquisition de connaissances ainsi que de compétences nécessaires à l'exercice d'une activité économique.

OS3 : L'objectif de la composante 3 est d'améliorer les compétences et qualifications des femmes travailleuses âgées de 24 à 49 ans pour les activités économiques qu'elles exercent.

3. Localisation

La présente phase du PALAM se déroule dans quinze (15) communautés rurales des régions de Diourbel et Kaffrine, dans 281 villages.

**Tableau de répartition des villages et des bénéficiaires
par composante et par région**

RÉGION DE KAFFRINE				RÉGION DE DIOURBEL			
C.R. ciblées				C.R. ciblées			
1	Darou Minam	5	Gniby	1	Ngohé	5	Touba Fall
2	Gainthe Pathé	6	Ndioum Gainthe	2	Touba Mboul	6	Thiabhar
3	Lour Escale	7	Boulel	3	Ndindy	7	Ngogom
4	Dianké Souf	8	Mboss	4	Ngoye		

Région	Nbre de villages.	Nbre d'enfants.	Nbre de jeunes.	Nbre de femmes.
DIOURBEL	159	4080	1230	5575
KAFFRINE	122	3920	1770	4425
TOTAL	281	8000	3000	10000

III- DESCRIPTION DES DIFFERENTES COMPOSANTES

COMPOSANTES	DESCRIPTION
1. Accès à l'éducation des déscolarisés et non scolarisés âgés de 9 à 15 ans	<ul style="list-style-type: none"> 8000 enfants de 9-15 ans déscolarisés précoces ou non scolarisés dont 65% de filles fréquentent une école communautaire de base (ECB) d'ici 2015 ;
2. Formation qualifiante des adolescents et jeunes adultes analphabètes	<ul style="list-style-type: none"> 3000 jeunes et adultes âgés de 16 à 24 ans ont renforcé leurs compétences techniques et professionnelles;
3. Alphabétisation fonctionnelle des femmes travailleuses	<ul style="list-style-type: none"> 10000 femmes travailleuses analphabètes âgées de 24 à 49 ans ont amélioré leurs compétences techniques et leurs revenus ;
4. Dispositif de Micro finance pour l'appui à l'auto emploi	<ul style="list-style-type: none"> 60% des jeunes, adultes et 50 % des femmes en activité formés ont accès à la micro finance suivant les principes de la charia ;
5. Gestion et suivi du programme	<ul style="list-style-type: none"> La gestion et le monitoring du programme sont assurés par une équipe d'experts.

IV- PLAN DE FINANCEMENT (SUIVANT ACCORD DE FINANCEMENT)

(en millions de dollars US)

COMPOSANTE	IDB	GOUV	CO FINANCIERS	TOTAL
1. Accès à l'éducation des déscolarisés et non scolarisés âgés de 9 à 15 ans	3,68	0,91	-	4,59
2. Formation qualifiante des adolescents et jeunes adultes analphabètes	1,49	0,41	-	1,90
3. Alphabétisation fonctionnelle des femmes travailleuses	2,22	0,49	-	2,71
4. Dispositif de Micro finance pour l'appui à l'auto emploi	3,04	0,05	-	3,09
5. Gestion et suivi du programme	0,92	0,84	-	1,76
<i>Imprévus (5% des composantes sauf la composante 4)</i>	<i>0,40</i>	<i>0,10</i>	-	<i>0,5</i>
TOTAL	11,75	2,80	-	14,55

Commentaires: Donner la situation actuelle du plan de financement (préciser si différent du plan initial), de la mobilisation du financement, de la mobilisation des fonds de contrepartie, des conditions et termes du cofinancement, de la levée des conditions préalables au premier décaissement, à la mise en vigueur etc.

R.A.S

V- ETAT D'EXECUTION PHYSIQUE

ACTIVITES	DATE DE DEBUT		DATE DE FIN		TAUX D'EXEC. PHYSIQUE	ANALYSE DES ECARTS
	PI	Re ²	PI	Re		
COMPOSANTE 1 : ACCES A L'EDUCATION DE 8 000 ENFANTS DESCOLARISES, NON SCOLARISES ET CEUX DES DAARAS, AGES DE 9 A 15 ANS DONT 65% DE FILLES» ET ALPHABETISATION DE 3000 JEUNES ET DE 10000 FEMMES TRAVAILLEUSES						
Construction des ECB (infrastructures disponibles) - Suivre et superviser les constructions par les comités locaux et national	01/01/15	20/01/15	31/12/15	En cours	95 %	- Au total 120 ECB réceptionnées - Le reste en cours de construction
Suivi supervision	01/01/15	20/01/15	31/12/15	31/12/15		

des constructions par le comité national						
Lot 4 : Enseignements/apprentissages dans les ECB et CAF	12/06/2012	20 / 01 /15	31/12 / 15	31/12 / 15	90%	les enseignements/apprentissages se déroulent correctement Il convient de noter que 5 581 enfants sont enrôlés dans les ECB soit 69,65 % dont 58,72 % de filles
440 facilitateurs, 40 superviseurs sont formés et 3000 jeunes adultes et 10000 femmes travailleuses sont alphabétisés	12/06/2012	12/06/2012	31/12 / 15	30/06 / 15	89%	2439 jeunes ont été formés en alphabétisation dans les CAF, soit 81,30 % 9496/10000 femmes travailleuses soit 94,96%. L'alphabétisation des 500 femmes et des 150 jeunes des deux opérateurs défaillants est confiée à d'autres opérateurs en alphabétisation partenaires
Organisation Test de niveau des élèves de la première génération	01/ 02 / 15	20 / 03 /15	28/04/2015	15/04/2015	10%	Série de séances de travail programmée avec le Secrétariat d'Etat en charge de l'Alphabétisation sur les modalités d'organisation et de choix des sujets du test et les inspections d'académie Organisation des tests prévue les 11 et 12 mai 2015
Suivi-évaluation des activités	01/ 01 / 15	20 / 01 /15	31/12 / 15	31/12 / 15	95%	Missions conjointes (UGP, Centres de responsabilité, Plateformes régionales) ont été effectuées.
TAUX MOYEN C1					86,52%	

TABLEAU RECAPITULATIF DES EFFECTIF DANS LES ECB PAR COMMUNE ET PAR REGION

REGION/COMMUNUE/VILLAGE	Filles	Garçons	EFF. ECB	Pourc filles
- DIOURBEL	1353	1103	2456	55,09%
+ <i>NDINDI</i>	236	188	424	55,66%
+ <i>NGOGOM</i>	184	137	321	57,32%
+ <i>NGOHE</i>	143	152	295	48,47%
+ <i>NGOYE</i>	240	171	411	58,39%
+ <i>THIAKHAR</i>	166	125	291	57,04%
+ <i>TOUBA FALL</i>	193	134	327	59,02%
+ <i>TOUBA MBOUL</i>	191	196	387	49,35%
- KAFFRINE	1726	919	2645	65,26%
+ <i>BOULEL</i>	202	169	371	54,45%
+ <i>DAROU MINAM</i>	251	84	335	74,93%
+ <i>DIANKE SOUF</i>	365	210	575	63,48%
+ <i>GNIBI</i>	79	48	127	62,20%
+ <i>LOUR ESCALE</i>	237	75	312	75,96%
+ <i>MBOSS</i>	68	37	105	64,76%
+ <i>NDIOUM GAINTH</i>	243	206	449	54,12%
+ <i>NGAINTHE PATHE</i>	281	90	371	75,74%
Total général	3079	2022	5101	60,36%

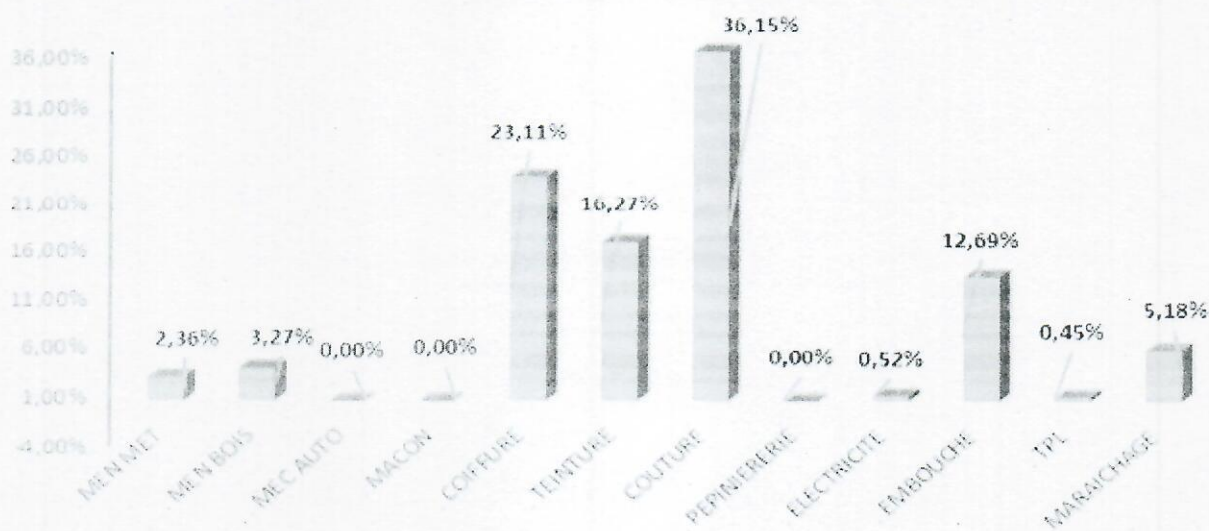
NB : Au vu des statistiques, on peut noter que la majorité des non scolarisés sont des filles, ces ECB contribuent sans nul doute à la scolarisation des filles.

ACTIVITES	DATE DE DEBUT	DATE DE FIN	TAUX D'EXEC. PHYSIQUE	ANALYSE DES ECARTS		
COMPOSANTE 2 : FORMATION QUALIFIANTE DE 3 000 ADOLESCENTS ET JEUNES ADULTES ANALPHABETES ET DESCOLARISES, AGES DE 16 A 24 ANS						
Formations techniques des jeunes au niveau des ateliers artisanaux des régions de Kaffrine et de Diourbel (Achèvement des formations techniques des 123 jeunes (ateliers artisanaux et centres de ressources)	15/05/12	31/12/12	31/12 / 15	31/12 / 15	95,90%	<ul style="list-style-type: none"> - 2877 jeunes ont été enrôlés par les six opérateurs techniques apprenants et placés au niveau des ateliers artisanaux soit 95,90% - La formation des apprenants en centres ressources est en cours - De même, la supervision évaluation est en cours en vue de la certification <p>Au total avec la gestion des cohortes, les effectifs qui ont été attribués ont été enrôlés à l'exception de KORA ET AIDF/DDL</p>
Formation en Alpha des jeunes apprenants dans régions de Kaffrine et de Diourbel	15/05/12	31/12/12	31/12 / 15	31/12 / 15	95,90 %	<ul style="list-style-type: none"> - 2439 jeunes ont été formés en alphabétisation dans les CAF, soit 81,30 % - Le reliquat de formation est en cours sauf pour les 150 jeunes des deux opérateurs défaillants : attente ANO BID
Certification des compétences	01/01/14	01/05/2015	31/12 / 14	30/06/2015		<ul style="list-style-type: none"> - Non intégrée a priori dans les rubriques d'activités, ni budgétisée - Processus d'identification des jeunes par filière enclenché depuis 2014 - 300 jeunes seront ciblés sur la base des référentiels existants pour subir les épreuves.
TAUX MOYEN C2					98,52%	

NOMBRE DE JEUNES ENROLES DANS LES ATELIERS ARTISANAUX PAR COMMUNE ET PAR REGION

REGION/COMMUNE	EFF CIBLE	TOT FORM TECH	GESTION	% FORM TECH	%GESTION
- DIOURBEL	1230	1163	774	94,55%	62,93%
NDINDI	120	113	72	94,17%	60,00%
NGOGOM	150	147	91	98,00%	60,67%
NGOHE	165	121	99	73,33%	60,00%
NGOYE	285	287	178	100,70%	62,46%
THIAKHAR	240	222	144	92,50%	60,00%
TOUBA FALL	150	153	90	102,00%	60,00%
TOUBA MBOUL	120	120	100	100,00%	83,33%
- KAFFRINE	1770	1714	810	96,84%	45,76%
BOULEL	300	300	180	100,00%	60,00%
DAROU MINAM	255	227	0	89,02%	0,00%
DIANKE SOUF	300	300	60	100,00%	20,00%
GNIBI	285	286	171	100,35%	60,00%
LOUR ESCALE	180	185	108	102,78%	60,00%
MBOSS	105	105	84	100,00%	80,00%
NDIOUM GAINTH	180	180	108	100,00%	60,00%
NGAINTHE PATHE	165	131	99	79,39%	60,00%
Total général	3000	2877	1584	95,90%	52,80%

Formation technique des jeunes en pourcentage

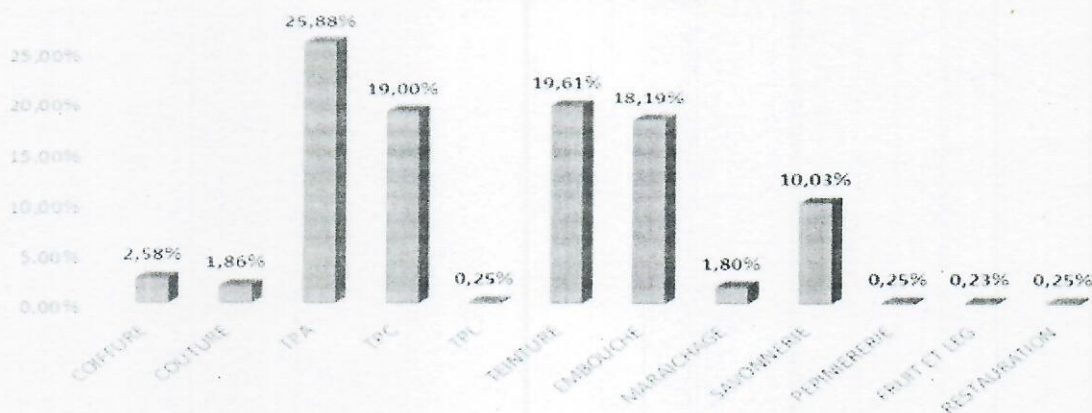


ACTIVITES	DATE DE DEBUT	DATE DE FIN	TAUX D'EXEC. PHYSIQUE	ANALYSE DES EC ARTS		
COMPOSANTE 3 : ALPHABÉTISATION FONCTIONNELLE DE 10 000 FEMMES TRAVAILLEUSES ÂGÉES DE 24 À 49 ANS						
Formation technique des femmes travailleuses (pour mémoire)	15 /05 /12	15 /05 /12	01 /01 /14	31/12/2014	100%	- 9996/10000 femmes travailleuses ont été formées soit 99,961% - Réalisée à 100% depuis 2014
Acquisition des facilités (équipement d'allègement et autres)	15 /05 /12	31/12 / 15	31/12 / 15	31/12 / 15	75%	- A ce jour, seuls vingt (20) moulins ont été livrés, - Formation de deux meuniers par moulin et mise en place des comités de gestion - Poursuite des activités avec les acquisitions des moulins à mil et de presses à huile prévues par l'Unité de Gestion dans le cadre du BCI. -
Formation en Alpha des femmes travailleuses dans régions de Kaffrine et de Diourbel (Alphabétisation des 500 femmes initialement confiés aux deux opérateurs défaillants (pour mémoire)	01/01/15	01/01/15	31/12 / 15	31/12 / 15	94,96%	- Rappel : 9496/10000 femmes travailleuses soit 94,96% - Alphabétisation des 500 femmes initialement confiés aux deux opérateurs défaillants (pour mémoire) : attente ANO BID
TAUX MOYEN C3					97,36%	

FORMATION TECHNIQUE ET EN GESTION DES FEMMES PAR COMMUNE ET PAR REGION

REGION COMMUNE	Nbre VILLAGES		Nbre de classes		COIFFURE	COUTURE	TPA	TPC	TPL	TEINTURE	EMBOUCHE	MARACHAGE	SAVONNERIE	PEPINIERERIE	FRUIT ET LEG	RESTAURATION	TOTAL	ECART	GESTION	% FORM TECH	% GEST
DIORBEL	121	5575	223	150	75	1250	750		1214	1393	125	578			25	5560	19	2858	99,73%	51,39%	
NDINDI	15	650	26			150			150	225		128				653	0	327	100,46%	50,00%	
NGOGOM	19	875	35	50	25				349	195	100	125			25	869	7	435	99,31%	50,00%	
NGOHE	18	875	35	0		325	325			175		50				875	0	438	100,00%	50,00%	
NGOYE	25	1200	48	100	50	50			465	398	25	100				1188	12	594	99,00%	50,00%	
THIAKHAR	17	750	30			250	250		50	75		125				750	0	375	100,00%	50,00%	
TOUBA FALL	11	450	18			200	175			75						450	0	225	100,00%	50,00%	
TOUBA MBOUL	16	775	31			275			200	250		50				775	0	465	100,00%	60,00%	
KAFFRINE	88	4425	177	108	111	1337	1149	25	746	425	55	425	25	23		4436	0	2682	100,25%	60,46%	
BOULEL	17	1125	45	25		375	425		150	50		100				1125	0	563	100,00%	50,00%	
DAROU MINAM	13	575	23	36	91	151	99		74	131						582	0	227	101,22%	39,09%	
DIANKE SOUF	11	525	21			175	50	25	125	50		75	25			525	0	420	100,00%	80,00%	
GAINTH PATHE	10	425	17	47	20	79		0	97	97	55			23		425	0	425	100,00%	100,00%	
GNIBY	6	400	16			75	275		25			25				400	0	200	100,00%	50,00%	
LOUR ESCALE	13	625	25			300	300					25				625	0	313	100,00%	50,00%	
MBOSS	5	225	9			57			100	22		50				229	0	115	101,78%	50,00%	
NDIOUM GAINTH	13	525	21			125			175	75		150				525	0	420	100,00%	80,00%	
Total général	209	10000	400	258	186	2587	1899	25	1960	1818	180	1003	25	23	25	9996	19	5539	99,96%	55,42%	

Formation technique des femmes en pourcentage



COMPOSANTE 4/ ACTIVITES	DATE DEBUT		DATE FIN		TAUX D'EXE PHYSIQUE EN %	ANALYSE DES ECARTS
	PLAN	REAL	PLAN	REAL		
COMPOSANTE 4 : DISPOSITIF DE MICRO FINANCE POUR L'APPUI A L'AUTO-EMPLOI						
Activité 1 : Renforcement les capacités des acteurs en FI						
Assistance technique des SFD	05/01/15		31/03/15		80%	La mise à niveau du personnel technique est reportée au deuxième trimestre
Visite d'expérience en Finance Islamique	05/01/15		31/03/15			La visite d'expérience en finance islamique n'a pas été réalisée
Activité 2 : Formation des Micros entreprises en gestion						
Formation en GERME 1 des jeunes et des femmes	05/01/15		31/03/15	05/01/15	106,13 %	La formation en gestion des 1800 jeunes et des 5000 femmes est achevée soit 5406 femmes et 1811 jeunes soit un taux global de 106,13 %
Activité 3 : Encadrement technique des bénéficiaires par les Opérateurs						
Organisation des jeunes et des femmes en GIE	05/01/15		31/03/15		81,6%	490 GIE sur 600 ont été constitué dont de 130 jeunes et 360 de femmes
Formulation de microprojets	05/01/15		31/03/15		75,8%	455 sur 600 Microprojets ont été formulés dont 147 de jeunes et 308 de femmes
Activité 4 : Financement des microprojets						
Instruction et approbation des dossiers par les SFD	05/01/15		31/03/15		47,2%	283 sur 600 demandes de financement ont été déposées auprès des SFD Partenaires pour un montant de 513 700 947 FCFA dont 114 dossiers approuvés pour un montant de 232 373 675 FCFA
Financements	05/01/15		31/03/15		12,5%	Financement de 40 microprojets sur 320 pour un montant de 76 588 697 F CFA Le remboursement se déroule correctement sauf pour 7 GIE qui ont reçu un matériel défectueux
Activité 5 : Suivi activités composante microfinance						
Suivi mise en place financement sur le terrain	05/01/15		31/03/15		95%	1 Mission de terrain sur le suivi des financements a été réalisée durant ce trimestre en plus du suivi quotidien des dossiers au téléphone
TAUX MOYEN C4					46,99%	
COMPOSANTE 5 : GESTION ET SUIVI DU PROGRAMME						

Suivi des activités	01/01/15	01/01/15	31/12 / 15	31/12 / 15	97,34%	
TAUX MOYEN C5						
TAUX GLOBAL EXECUTION PHYSIQUE MOYEN					85,35%	

TABLEAU RECAPITULATIF SUR LA SITUATION DES FINANCEMENTS PAR CIBLE

CIBLE	NOMBRE DEMANDE	MONTANT DEMANDE	NOMBRE APPROUVE	MONTANT APPROUVE	NOMBRE FINANCE	MONTANT FINANCE
JEUNES	63	107 226 932	19	49 374 950	5	6 041 650
FEMMES	220	407 627 915	95	182 998 725	35	70 547 047
TOTAL GENERAL	283	514 854 847	114	232 373 675	40	76 588 697

RECAPITULATIF DES FINANCEMENTS DES MICROENTREPRISES JEUNES ET FEMMES (MONTANTS DEMANDE, APPROUVE, FINANCE)

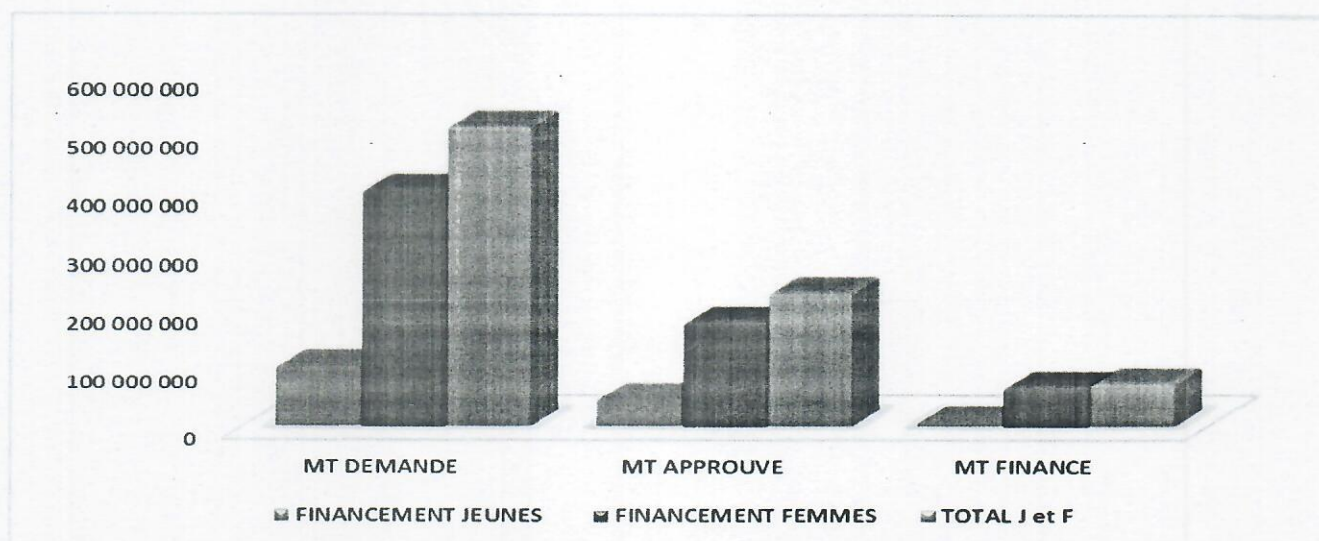


TABLEAU RECAPITULATIF SUR LA SITUATION DES FINANCEMENTS PAR SFD

SFD partenaires	Nombre demande	Montant demande	Nombre dossier approuvé	Montant approuvé	Nombre finance	Montant finance	Etat a vancement
CMS	79	147 435 950	44	101 982 078	0	0	les corrections sur le SIG sont terminées et les débloquages des crédits approuvés sont attendus ce trimestre
ACEP	67	126 006 283	24	50 084 647	20	41 643 547	reprise des activités
PAMECAS	131	225 822 214	41	69 666 950	19	32 745 150	22 dossiers sont en instance mais on constate des lenteurs dus au changement institutionnel
UIMCEC	6	15 590 400	5	10 640 000	1	2 200 000	les réajustements sur les 4 dossiers sont en train d'être finalisés
TOTAL SFD	283	514 854 847	114	232 373 675	40	76 588 697	au moins 100 financements sont attendus pour le prochain trimestre

Donner un commentaire sur le taux d'exécution du projet, les activités réalisées durant le trimestre, les problèmes survenus qui ont impacté les délais, lister les risques potentiels

Les taux d'exécution physique (85,35%) et d'exécution budgétaire (87,74%) reflètent le niveau exact d'exécution des activités du programme.

Au cours de ce trimestre 1 / 2015, diverses activités ont été menées notamment la mission d'évaluation de la BID du 15 au 23 février 2015 conduite par Dr. M. Abderrahman BIDDI, chef de la division de l'Education et de Monsieur Ch. A. Kader DIALLO, Task Manager (Département Développement Humain/BID). Au cours de cette mission il a été passé en revue :

- les résultats de la mise en œuvre ;
- l'évolution des indicateurs de performance ;
- sur les problèmes et questions affectant la progression de la mise en œuvre du projet
- la situation des décaissements ;
- l'état d'exécution financière ;
- les résultats du programme sur le terrain à travers une mission dans les zones d'intervention et des échanges avec les bénéficiaires ;
- la prise en charge par les dix opérateurs en alphabétisation choisis, des effectifs de jeunes et de femmes ciblés par le programme et laissés en rade par les deux opérateurs défaillants.

Au cours de cette mission d'évaluation de la BID, au-delà de l'importance de la phase 2 du programme et de l'évitement d'une rupture avec celle en cours, il a été mis l'accent sur :

Pour la composante 1 :

- une baisse sensible des effectifs au niveau des ECB qui pourrait s'expliquer pour plusieurs raisons dont : les lenteurs dans le paiement des opérateurs; les cas de délocalisations notées suite aux conflits socio-culturels inter-villages; des déperditions de l'effectif pendant le temps de remplacement des volontaires ECB recrutés par l'Agence de sécurité de proximité nouvellement créée par l'Etat du Sénégal, l'utilisation des enfants dans les travaux pré hivernaux, le nomadisme de certaines communautés qui se déplacent avec leurs enfants, l'exode rural qui frappe la plupart des zones pauvres d'intervention du PALAM.

Pour la composante 2 :

- les objectifs quantitatifs trop ambitieux pour un programme pilote,
- la formation technique des jeunes prend beaucoup plus de temps (au moins 14 mois).
- les ateliers d'artisanat ne constituent pas un dispositif approprié pour assurer une formation adéquate pour les jeunes (sous équipement) et les maîtres d'apprentissage sont souvent analphabètes.
- les opérateurs n'ont pas intégré dans leur offre financière le soutien de superviseurs-évaluateurs spécifiques à la composante 2.
- les problèmes liés au choix de certains métiers par les bénéficiaires.
- l'absence de centres de ressources dans les zones rurales aussi bien pour les maîtres artisans et que pour les apprenants.

Pour la composante 3 :

- des objectifs quantitatifs sont trop ambitieux pour un programme pilote
- l'absence d'infrastructures appropriées pour les formations techniques des femmes
- les risques de concurrence négative au sein d'une même communauté du fait de la faible diversification des filières

Pour la composante 4 :

- les différentes difficultés qui ont affecté les financements
- les Lenteurs dans l'analyse et l'approbation des dossiers (PAMECAS);
- la configuration tardive du produit « mourabaha » (ACEP (renoncement du SFD comme structure partenaire) et la non décentralisation des documents et informations sur la convention; la configuration non conforme du produit « mourabaha » constaté lors des premiers débloques (CMS) ;
- le personnel en charge du déblocage des financements en l'occurrence le service juridique des réseaux partenaires a été affecté ailleurs ou n'a pas reçu la formation en finance islamique appropriée, mais plutôt un représentant du réseau;
- Une volonté politique non soutenue au niveau de certains SFD PARTENAIRES pour appliquer la convention
- la mise à disposition du reliquat du fonds de microfinance

Par ailleurs, d'autres activités ont été menées au cours de ce trimestre :

- la participation à l'atelier d'échanges sur les innovations pro-pauvres organisé par le Ministère de l'économie et des finances en partenariat avec la BID. A cet occasion, le groupe de travail constitué du PALAM et les SFD ont procédé à une présentation sur l'opérationnalisation de la finance islamique dans le cadre de l'autonomisation économique des pauvres au Sénégal (les 08 et 09 avril 2015)
- L'étude sur la capitalisation des leçons apprises et bonnes pratiques où il s'agit de :
 - Revisiter le rapport d'évaluation particulièrement le cadre logique notamment sur le plan des montages institutionnel, technique et financier ;
 - Identifier les mesures pertinentes nécessaires à chaque niveau (conception, activités préparatoires, mise en œuvre, pérennisation);
 - Rédiger un document de capitalisation du programme, illustré par des expériences réussies (succes story), en perspective de la deuxième phase
 - Elaborer un recueil des bonnes pratiques
 - Faire de fortes recommandations.
- La tenue, en prélude à la sixième session du Comité de Pilotage 2015, d'un atelier d'échanges et de réflexion sur la mise en œuvre des activités du Programme d'Alphabétisation et d'Apprentissage de Métiers (PALAM), les 26 et 27 mars 2015, s'est tenu, à l'hôtel Téranga Saly de Mbour.

Aux principaux problèmes survenus au courant du trimestre sont :

- le non enrôlement de 400 enfants des deux opérateurs défaillants qui ne sont pas encore enrôlés
- les contraintes liées au déroulement comme prévu des constructions et des missions de supervision,
- le non-respect des engagements par certains entrepreneurs pour la construction des ECB
- l'insuffisance ou l'absence de centres de ressources en zones rurales, voire d'infrastructures sociocommunautaires ;
- le retard enregistré par les opérateurs techniques dans la signature des conventions avec les Centres ressources pour assurer la formation théorique des apprenants;
- le faible niveau d'équipement des ateliers artisanaux identifiés dans les communautés rurales et villages d'intervention;
- les formations techniques des jeunes ont porté plus sur des métiers dits féminins (Couture/Teinture, Coiffure) au détriment de métiers supposés dits masculins (Menuiserie Bois, Men Métallique, Electricité-bâtiment) plus complexes;
- le long processus de l'étude et l'analyse des dossiers de financement conformément à la finance islamique
 - la configuration du produit « mourabaha » dans les SIG des SFD Partenaires
 - des dossiers incomplets (pas de facture pro-forma ou devis pour les aménagements, ou récépissé pour le GIE, etc) au vu de la nouveauté du mécanisme de financement islamique
 - la formalisation des garanties (signature et légalisation acte de cautionnement solidaire par les bénéficiaires)
- les lenteurs dans l'analyse et l'approbation des dossiers (PAMECAS)
- La renonciation d'ACEP à la convention en février 2015

- Lenteurs dans l'approbation et le déboursement des dossiers (PAMECAS)
- la configuration non conforme du produit « mourabaha » constaté lors des premiers déblocages (CMS)
 - le personnel en charge du déblocage des financements en l'occurrence le service juridique des réseaux partenaires n'a pas reçu la formation en finance islamique appropriée, mais plutôt un représentant du réseau

En conséquence, les risques potentiels qui pourraient en découler sont les suivants :

- la déperdition des volontaires du fait d'autres opportunités d'emplois,
- des gaps dans la réalisation des objectifs quantitatifs fixés particulièrement au niveau des enfants,
 - les effets d'impacts recherchés risquent d'être affaiblis à cause des délais d'exécution effective réduits,
 - La non-atteinte des objectifs de microentreprises à mettre à place (320 microentreprises)

☞ Comparer le taux d'exécution Physique (85,35%) au taux de décaissement global (87,74%)

Les taux reflètent la réalité de l'exécution du programme, à la fin du premier trimestre 2015

☞ Tirer les leçons qui pourraient découler de cette situation

- Introduire une deuxième demande de prorogation de six mois (du 30 juin 2015 au 31 décembre 2015) enfin d'assurer d'une part, la consolidation des acquis du programme et d'autre part, le lien entre les phases d'Expérimentation et d'Extension du programme ;
 - procéder à la capitalisation et à la vulgarisation des Bonnes Pratiques ;
 - Renforcer les ressources liées au suivi de proximité dans la perspective de la deuxième phase
 - Mettre en cohérence le plan architectural des ECB et le cout de construction
 - Renforcer les capacités des opérateurs et encourager la mutualisation des expériences et les consortiums d'opérateurs
 - consolider les performances des enseignement/apprentissages au regard des objectifs pédagogiques ;
 - renforcer le dispositif de pérennisation des ECB par une participation communautaire, à travers la redynamisation des comités de gestion, l'appropriation des projets productifs et des caisses scolaires de solidarité ;
 - Veiller à la combinaison obligatoire des différents éléments du tryptique à savoir "Formation Technique et Professionnelle- Alphabétisation fonctionnelle - Microfinance Islamique" ;
 - Veiller à la qualité de l'Alphabétisation des jeunes et des femmes avec un respect rigoureux du système de phasage des enseignement/apprentissage (initiation, perfectionnement, consolidation) ;
 - Renforcer le budget destiné à la Composante 2 sur la base d'une identification réelle des besoins en moyens humains, matériels et financiers pour chaque métier
 - Prendre en compte le recrutement des superviseurs-évaluateurs dès le début du projet

- mettre en place un dispositif pertinent d'insertion des jeunes en établissant a u besoin un partenariat efficace et dynamique entre Maître d'Apprentissage et jeunes formés pour éviter une éventuelle concurrence entre les deux acteurs ;
- Réaliser des infrastructures polyvalentes appropriées pour les formations techniques
- assurer la formation en normes et qualités (labellisation des produits) des groupements de femmes en partenariat avec l'Institut de Technologie Alimentaire (ITA) ;
- promouvoir des activités d'immersion des femmes travailleuses organisées en microentreprises en milieu professionnel (partenariat avec Réseaux existants) ;
- faciliter l'organisation périodique de fora pour promouvoir les produits réalisés par les microentreprises mise en place
- Avoir un programme continu de renforcement des capacités en finance islamique des principaux acteurs (UGP et SFD Partenaires)
- Visiter des expériences en financement islamique pour s'imprégner des meilleures et les adaptées au contexte des SFD Partenaires
- Assister davantage les SFD Partenaires sur le volet informatique
- Agréer des fournisseurs leaders qui ont une bonne surface financière leur permettant de sous-traiter avec les petits fournisseurs et de se faire payer après livraison
- Avoir un personnel qualifié et en nombre requis dédié aux dossiers PALAM
- Renforcer le dispositif de suivi en impliquant tous les partenaires institutionnels (DRS/SFD et PLATEFORME REGIONALE)

VI- ETAT D'EXECUTION FINANCIERE

COMPOSANTE/ RUBRIQUE	BUDGET	ENGAGE	REALISE	POURC EX FIN
COMPOSANTE 1				
Construction des ECB (BID)	504 000 000	302 860 039	302 860 039	60,09%
Construction des ECB (BCI 2011)	182 000 000	177 651 166	177 651 166	97,61%
Construction des ECB (BCI 2012)	182 000 000	169 919 940	169 919 940	93,36%
Equipement des ECB (BID)	84 000 000	73 542 373	73 542 373	87,55%
Equipement des ECB (BCI)	56 000 000	55 035 200	55 035 200	98,28%
Formation des volontaires (Cf PTA 2012)	60 000 000	41 051 000	41 051 000	68,42%
COMPOSANTE 2				
Identification des bénéficiaires	12 000 000	17 641 620	17 641 620	147,01%
Elaboration des curricula	96 000 000	91 216 000	91 216 000	95,02%
COMPOSANTE 3				
Lot1 : Identification des bénéficiaires	13 000 000	16 901 120	16 901 120	130,01%
COMPOSANTE 4				
Acquisition d'Expert en Suivi Evaluation	10 000 000	5 710 000	5 710 000	57,10%
Renforcement des capacités des acteurs en Finance Islamique	50 000 000	49 173 738	49 173 738	98,35%
Sélection des SFD	5 000 000	2 750 000	2 750 000	55,00%
COMPOSANTE 5				
Voyage d'études	14 000 000	15 447 700	15 447 700	110,34%
Séminaire sur les approches	45 000 000	47 444 029	47 444 029	105,43%
Salaires (BID)	294 000 000	244 882 860	244 882 860	83,29%
Salaires (BCI)	85 000 000	74 432 500	74 432 500	79,01%
Suivi des activités	15 000 000	1 500 000	1 500 000	10,00%
TOTAL				87,74%

VII- ORGANISATION ET COMPOSITION DE L'UNITE DE GESTION DU PROGRAMME

(Voir l'organigramme en annexe)

Le PALAM, créé par arrêté ministériel N° 07839 du 14 Août 2009, est administré par une Unité de Gestion du Programme (UGP), basée à Dakar, au 57, Avenue Georges Pompidou, les locaux ont été mis à disposition par l'Etat du Sénégal L'UGP s'appuie sur les trois centres de responsabilité que sont la Direction de l'Alphabétisation et des Langues Nationales, la Direction de l'Apprentissage et la Direction de l'Entrepreneuriat Féminin au niveau national et, sur la plate forme de l'Initiative Nationale pour la Protection Sociale, au niveau régional

L'UGP est composée :

- d'une Directrice,
- d'un Expert Gestionnaire,
- d'un Expert en Education / Formation,
- d'une personne ressource (fonctionnaire détaché au programme) en charge du Développement Communautaire
- d'un Expert en Micro Finance,
- d'un personnel d'appui composé de secrétaires, d'une comptable matière et de chauffeurs Par ailleurs, les services de gardiennage et d'entretien des locaux de l'UGP sont assurés respectivement par deux sociétés

L'UGP est appuyée par :

✓ **un Comité de pilotage**, créé par arrêté ministériel N°10779 du 23 Novembre 2009 : il est composé de plusieurs ministères, d'associations de femmes, de jeunes et de la société civile, ce comité présidé par Madame le Ministre se réunit une fois par semestre en vue de délibérer sur les plans de travail annuels, préparés par l'équipe du projet ;

✓ **un Comité d'appui technique** composé en plus des directions centres de responsabilité, d'autres directions et services nationaux impliqués de par leur mission régalienne dans la mise en œuvre du PALAM Il se réunit trimestriellement et chaque fois que de besoin pour échanger sur l'état d'exécution technique du programme ;

✓ **la Plateforme Nationale pour la Protection Sociale (INPS)** : elle réunit l'ensemble des acteurs au niveau de chaque région, les collectivités locales, les services techniques déconcentrés et les autorités administratives Elle assure le suivi quotidien du programme dans toutes ces composantes, sous la direction du Service Régional du Développement Communautaire avec l'appui des Acteurs Porteurs de Développement Communautaires ou APDC

Comme susmentionné, en plus de ces organes, les centres de responsabilité assurent l'exécution de leurs composantes respectives, sous la supervision et la coordination de l'UGP

VIII- ETAT DES DECAISSEMENTS

☞ Commentaires: Donner les détails des décaissements en suspens, les dates des requêtes, les montants etc...

IX- RISQUES ET OPPORTUNITES

☞ Lister dans cette section toutes les opportunités qui pourraient être saisies pour améliorer la mise en œuvre du projet, son impact et sa consistance

- Les rencontres de partage et de mise à niveau organisées par l'UGP sont à noter comme un atout favorisant l'appropriation et la capitalisation des acquis
- Les réunions de concertation, de partage et d'harmonisation des opérateurs en alphabétisation, techniques, collectivités locales et autres acteurs par communauté rurale / département ou par région
- L'existence au niveau régional d'une plateforme technique regroupant autour de l'autorité administrative, les différents services techniques, les collectivités locales, et autres partenaires est un atout très important qui favorise la responsabilité, l'appropriation, la capitalisation des acquis et la pérennisation des activités
- L'existence des outils de suivi et de supervision pour accompagner le déroulement des activités de formation
- La réussite de la formation par alternance « ateliers et centres de ressources »
- L'utilisation des experts formateurs qui avaient en charge le renforcement des capacités des facilitateurs techniques pour évaluer la formation des femmes travailleuses et comme superviseurs pour la mise en place des micros entreprises
- Le risque majeur est la non maîtrise du processus et des priorités de décaissement des ressources du BCI allouées au PALAM
- La non fonctionnalité du système actuel de paiement des opérateurs qui retarde la progression de l'exécution des activités programmées

☞ Lister tous les risques potentiels qui pourraient affecter le délai, la qualité, le coût, les bénéfices attendus du projet

- Le démarrage tardif et à plusieurs vitesses des enseignements – apprentissages du programme surtout pour les ECB,
- Le retard dans le paiement des salaires des personnels de terrain des opérateurs en alphabétisation, dû aux lourdeurs des procédures de la BID (paiement direct),
- L'inexistence et/ou la non concordance dès le début, entre le programme alpha et la formation technique des jeunes et des femmes due en grande partie aux délais assez longs des procédures d'acquisition et de décaissement,
- Le retard du démarrage effectif des formations des jeunes risque d'allonger le programme en termes de délai et de coût,
- Le retard dans la mise en place de l'appui en équipements au niveau des ateliers artisanaux,
- La précarité voire l'inexistence des espaces de formation en milieu rural,

- Le retard qu'accuse la mise à disposition des facilités pour les femmes pourrait affecter la performance des femmes dans la formation et leur engagement dans la gestion des micro entreprises mises en place en leur faveur

☞ Lister tous les problèmes auxquels fait face le programme et les solutions pour y remédier

- Les lenteurs des procédures de la BID et de la DCMP affectent considérablement le respect du Plan de travail : nous recommandons une concertation entre la BID et l'Etat du Sénégal pour trouver un consensus dans la gestion concertée des dossiers d'acquisition afin de raccourcir les délais de traitement des dossiers
- Le non respect des dates de réception des infrastructures dans les délais impartis par les entrepreneurs: nous recommandons ainsi que l'application de pénalités à l'endroit des entrepreneurs retardataires, mais aussi et surtout une concertation entre partenaires (Etat/BID) sur la problématique de la résiliation des contrats, de par sa complexité
- Le niveau d'instruction très bas de certains Maîtres d'Apprentissage constitue un frein pour la formation des jeunes Procéder à l'alphabétisation fonctionnelle et renforcer les capacités des Maîtres d'Apprentissage
- La quasi inexistence des centres ressources pour la prise en charge de formations dans les deux régions ; recourir à une « formation mobile » (utilisation d'une unité mobile de formation ou déplacer un formateur compétent), pour la formation complémentaire des apprentis
- le retard dans l'identification des besoins en formation des MA sélectionnés par les opérateurs techniques au niveau de Kaffrine sans laquelle les activités de renforcement ne peuvent démarrer
- Dossiers de financements reçus par les SFD la plupart incomplets (pas de facture pro-forma ou devis pour les aménagements,)
- Lenteurs dans l'analyse et l'approbation des dossiers et Configuration tardive ou non conforme du produit « mourabaha » constaté lors des premiers déblocages (ACEP et CMS) : Avoir un programme continu de renforcement des capacités en finance islamique des principaux acteurs (UGP et SFD Partenaires)
- La non stabilisation de la liste définitive des facilités qui ne peuvent prendre en compte, au vu du montant alloué, certains besoins des femmes tels que les points d'eau ou autres équipements lourds: il est nécessaire d'effectuer une mission de terrain pour déterminer définitivement les besoins et, par rapport aux ressources disponibles, procéder à l'arbitrage pour au moins débiter le processus d'acquisition qui prend du temps
- L'importance de la synergie d'actions entre différents centres de responsabilité de ministères techniques participe du renforcement des capacités des institutions publiques dans leurs missions régaliennes, pour aider les populations les plus vulnérables à sortir de la pauvreté ; par conséquent leur disponibilité constante pendant la phase d'exécution est vivement recherchée
- Le manque d'expérience des SFD, par rapport aux produits de la Finance Islamique proposés par PALAM, peut ralentir les effets attendus de leurs interventions en faveur des cibles
- L'intégration des produits de la Finance islamique dans le Système d'Information et de Gestion des SFD sélectionnés est plus que nécessaire

Préciser les leçons qui pourraient être retenues pour d'autres projets

- Le caractère décentralisé du programme permet d'assurer une implication effective des structures locales, en particulier des services déconcentrés dans la mise en œuvre des activités et un suivi de proximité. La responsabilisation des autorités et des collectivités locales dans les zones d'intervention du programme facilite les concertations communautaires et assure une bonne gestion du programme.
- La construction et l'équipement des infrastructures sociocommunautaires du non formel sont salutaires et méritent d'être pérennisés dans d'autres programmes.
- Le recours à un cadre local de concertation, de partage et d'harmonisation des interventions, particulièrement des opérateurs d'exécution.
- La responsabilisation dans la mise en œuvre du programme, d'autres Directions techniques dont les missions sont en phase avec les objectifs visés, est d'un grand apport pour l'impact recherché.
- L'implication des Acteurs Porteurs de Dynamique Communautaire (APDC) comme relais à la base, devrait être systématisée et renforcée.
- La construction des infrastructures (Ecoles Communautaires de Base) doit être confiée à un maître d'ouvrage délégué contrôlé par un bureau d'études afin de garantir la qualité et le respect des délais.
- Le renforcement de l'équipe de l'Unité de Gestion du Programme par le recrutement d'un spécialiste en passation des marchés et en suivi-évaluation au vu de l'envergure de ce programme.
- Pour un programme pilote assez novateur quant à l'utilisation de la finance islamique comme mode de financement, il est nécessaire de:
 - tenir compte dans la formulation du projet, de la budgétisation de l'intégration des produits de la finance islamique, dans le SIG des SFD,
 - revoir les objectifs quantitatifs des micros entreprises à la baisse, dans une phase pilote qui constitue un test.

X- ACTIVITES PROGRAMMEES POUR LE PROCHAIN TRIMESTRE

(1^{er} mars au 30 juin 2015)

COMPOSANTE	REF	ACTIVITE	REF ACTIVITE	DATE DE DEB UT	DATE DE FIN
COMPOSANTE 1	Act. 1.1	Construction des ECB (reliquat)	ACTIVITE PROGRAMMEE	01/01/2015	31/12/2015
	Act. 1.2	Formation de 7600 enfants dans les ECB en cours			31/12/2015
	Act. 1.3	Alphabétisation des 150 jeunes initialement confiés aux deux opérateurs défaillants		13/03/2015	27/04/2015
	Act. 1.4	Alphabétisation des 500 femmes initialement confiés aux deux opérateurs défaillants	ACTIVITE COMPLEMENTAIRE	13/04/2015	28/04/2015
	Act. 1.5	Organisation Test de niveau des élèves de la première génération			28/04/2015
	Act. 1.6	Organisation Audiences foraines (état civil pour les élèves)			28/06/2015
	Act. 1.7	Participation des élèves au CFEE et à l'entrée en sixième			28/06/2015
	Act. 1.8	Suivi Evaluation des activités du Programme	ACTIVITE PROGRAMMEE	01/02/2015	31/12/2015
COMPOSANTE 2	Act. 2.1	Achevement des formations techniques des 123 jeunes (ateliers artisanaux et centres de ressources)	ACTIVITE PROGRAMMEE	01/01/2015	30/06/2015
	Act. 2.2	Alphabétisation des 150 jeunes initialement confiés aux deux opérateurs défaillants (pour mémoire)		13/04/2015	28/04/2015
	Act. 2.3	Certification des compétences des jeunes	ACTIVITE COMPLEMENTAIRE	01/05/2015	30/06/2015
	Act. 2.4	Encadrement des 120 microentreprises de jeunes (cf composante 4)	ACTIVITE PROGRAMMEE	01/01/2015	31/12/2015
COMPOSANTE 3	Act. 3.1	Alphabétisation des 500 femmes initialement confiés aux deux opérateurs défaillants (pour mémoire)	ACTIVITE PROGRAMMEE	13/04/2015	28/04/2015
	Act. 3.2	Acquisition des facilités (Mise en place des équipements d'allègement et autres)			31/12/2015
	Act. 3.3	Formation en normes et qualités (labellisation des produits) des GIE	ACTIVITE COMPLEMENTAIRE	01/01/2015	31/12/2015
	Act. 3.4	Organisation et suivi des stages au sein des entreprises professionnelles			31/12/2015
	Act. 3.5	Organisation de fora aux plans régional et national			31/12/2015
	Act. 3.6	Encadrement des 200 microentreprises de femmes (cf composante 4)			ACTIVITE PROGRAMMEE
Total COMPOSANTE 3					

COMPOSANTE 4	Act. 4.1	Assistance technique aux SFD pour soutenir la mise en place effective des financements (renforcement des capacités)	ACTIVITE PROGRAMMEE	30/05/2015	31/12/2015
	Act. 4.2	Encadrement technique des bénéficiaires par les Opérateurs		01/01/2015	30/06/2015
	Act. 4.3	Financement d'au moins 60% de jeunes et de 50% de femmes			18/02/2015
	Act. 4.4	Suivi des financements			30/06/2015
COMPOSANTE 5	Act. 5.1	Fonctionnement de l'UGP	ACTIVITE PROGRAMMEE		31/12/2015
	Act. 5.2	Renforcement des activités de Communication sociale (Organisation des communautés de base, réunion et atelier)	ACTIVITE COMPLEMENTAIRE	01/01/2015	31/12/2015
	Act. 5.3	Audit Exercice 2014	ACTIVITE PROGRAMMEE		31/12/2015
	Act. 5.4	Suivi du suivi des financements octroyés et des remboursements			31/12/2015
	Act. 5.5	Atelier de Mise à niveau sur le PSE et l'Acte III de la décentralisation	ACTIVITE COMPLEMENTAIRE	04/05/2015	06/05/2015
	Act. 5.6	Supervision des activités des différentes composantes	ACTIVITE PROGRAMMEE	01/01/2015	31/12/2015

XI- CONCLUSION

Au cours de ce trimestre 1 / 2015, diverses activités ont été menées notamment la mission d'évaluation de la BID du 15 au 23 février 2015 conduite par Dr. M. Abderrahman BIDDI, chef de la division de l'Education et de Monsieur Ch. A. Kader DIALLO, Task Manager (Département Développement Humain/BID). Au cours de cette mission il a été passé en revue :

- les résultats de la mise en œuvre ;
- l'évolution des indicateurs de performance ;
- sur les problèmes et questions affectant la progression de la mise en œuvre du projet
- la situation des décaissements ;
- l'état d'exécution financière ;
- les résultats du programme sur le terrain à travers une mission dans les zones d'intervention et des échanges avec les bénéficiaires ;
- la prise en charge par les dix opérateurs en alphabétisation choisis, des effectifs de jeunes et de femmes ciblés par le programme et laissés en rade par les deux opérateurs défaillants.

Au cours de cette mission d'évaluation de la BID, il a été particulièrement mis l'accent sur l'importance de la phase 2 du programme et de l'évitement d'une rupture avec celle en cours

Par ailleurs, d'autres activités ont été menées au cours de ce trimestre :

- la participation à l'atelier d'échanges sur les innovations pro-pauvres organisé par le Ministère de l'économie et des finances en partenariat avec la BID. A cet occasion, le groupe de travail constitué du PALAM et les SFD ont procédé à une présentation sur l'opérationnalisation de la finance islamique dans le cadre de l'autonomisation économique des pauvres au Sénégal (les 08 et 09 avril 2015)
- l'étude sur la capitalisation des leçons apprises et bonnes pratiques en cours
- la tenue, en prélude à la sixième session du Comité de Pilotage 2015, d'un atelier d'échanges et de réflexion sur la mise en œuvre des activités du Programme d'Alphabétisation et d'Apprentissage de Métiers (PALAM), les 26 et 27 mars 2015, s'est tenu, à l'hôtel Téranga Saly de Mbour.

Au total, l'heure actuelle, les enseignements/apprentissages au sein des ECB se déroulent normalement. Le processus d'organisation d'un test de niveau standardisé et harmonisé des élèves des opérateurs en opérateurs en alphabétisation de la première génération suit son cours et devrait se tenir au mois de mai 2015.

Les formations techniques et gestions de jeunes et des femmes sont pratiquement terminées.

S'agissant de l'alphabétisation des 150 jeunes et des 500 femmes initialement confiées aux deux opérateurs en alphabétisation, le PALAM est en attente de l'ANO portant la répartition pour la **prise en charge des 10 classes d'alphabétisation de jeunes et des 20 classes d'alphabétisation des femmes**. Au total, dix opérateurs en alphabétisation sont concernés

Au total, s'agissant des financements, il convient de noter durant ce trimestre, , il convient de noter une légère augmentation des demandes de financements **283 sur 600 demandes de financement ont été déposées auprès des SFD Partenaires pour un montant de 513 700 947 FCFA dont 114 dossiers approuvés pour un montant de 232 373 675 FCFA** et une progression des financements passant de 20 à 40 financements islamiques de microprojets pour un montant de 76 588 697 F CFA, sur un total de 320 prévues.

ANNEXES

Annexe 1 : ETAT DE L'ENSEMBLE DES ACQUISITIONS DES BIENS ET SERVICES

Annexe 2 : LISTE DES CONTRATS

Annexe 3 : ETAT DE L'ENSEMBLE DES DECAISSEMENTS

Annexe 4 : PHOTOS SUR LES REALISATIONS DES BENEFICIAIRES SUR LE TERRAIN

Annexe I: ETAT DE L'ENSEMBLE DES ACQUISITIONS DES BIENS ET SERVICES

Description	D envoi DAO	Date d'envoi Liste restreinte	date non objection DAO	Date non objection Liste restreinte	date lancement consultation ou Appel d'offres	date remise des offres	date ouverture des plis	date de transmission rapport d'évaluation technique	Date approbation rapport d'évaluation technique	Date transmission eval/ financ et Tech	date de transmission Projet de contrat	date approbation projet de contrat	date signature contrat	date d'approbation du contrat signé	Montant du Marché	
Services																
Etude du milieu	02/10/09	02/10/09	21/10/09	21/10/09	02/11/09	02/12/09	05/01/10	05/02/10	24/04/10	29/04/10	02/05/10	05/05/10	18/05/10	15/06/10	44 515 500	
Recrutement d'un expert en finance Islamique	26/02/2011	26/02/2011	05/02/2011	05/02/2011	26/03/11	26/04/11	26/04/11	20/05/2011	20/05/2011	20/05/2011	08/06/11	08/07/11	08/06/11	15/07/11	20 600 000	
Recrutement d'un expert en Suivi Evaluation	03/12/2010	03/12/2010	05/02/2011	05/02/2011	05/03/11	05/04/11	05/04/11	06/05/2011	06/05/2011	06/05/2011	12/07/11	12/07/11	12/07/11	12/08/11	5 710 000	
Recrutement des opérateurs alpha	2 Fév 2011	07/01/2011	01/04/2011 DCMP 15/04/2011 BID	01/04/2011 DCMP 15/04/2011 BID	29/04/2011	03/06/2011	03/06/2011	10/07/2011	10/07/2011	10/07/2011	17/12/2011	20/12/2011	27/12/2011	27/12/2011	1 740 000 000	
Recrutement des opérateurs techniques (composante 2)	2 Fév 2011	07/01/2011	01/04/2011 DCMP 15/04/2011 BID	01/04/2011 DCMP 15/04/2011 BID	29/04/2011	03/06/2011	03/06/2011	10/07/2011	10/07/2011	10/07/2011	17/12/2011	20/12/2011	27/12/2011	27/12/2011	435 752 175	
Recrutement des opérateurs techniques (composante 3)	2 Fév 2011	07/01/2011	01/04/2011 DCMP 15/04/2011 BID	01/04/2011 DCMP 15/04/2011 BID	29/04/2011	03/06/2011	03/06/2011	10/07/2011	10/07/2011	10/07/2011	17/12/2011	20/12/2011	27/12/2011	27/12/2011	849 969 412	

Acquisition véhicules	16/06/10	16/06/10	29/06/10	29/06/10	04/07/10	04/08/10	04/08/10	04/08/10	26/08/10	08/09/10	08/09/10	08/09/10	21/09/10	15/10/10	21/10/10	10/11/10	70 000 000
Appui équipements aux SFD	08/12/11	08/12/11	15/12/11	15/12/11	18/01/12	17/02/12	17/02/12	17/02/12	23/03/12	06/04/12	06/04/12	23/03/12	31/05/12	31/08/12	31/05/12	31 AOUT 2012	45 665 000
Equipements salles de classes (pour 200 classes)	28/07/10	28/07/10	27/09/10	27/09/10	12/10/10	12/11/10	12/11/10	12/11/10	08/04/11	16/05/11	16/05/11	08/04/11	28/10/2011	03/11/2011	09/11/2011	09/11/2011	28 577 573
Manuel de procédures	DRP	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6 000 000
Acquisition mobiliers et équipements de bureau et Informatique	DRP	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	25 000 000

Annexe 2 : LISTE DES CONTRATS

Contrat	Bénéficiaire	Montant en F CFA	Durée	OS démarrage
REDACTION CURRICULA	MAMADOU MOUSTAPHA FALL	58 500 000	60 JOURS	Mission terminée
CONSTRUCTIONS	- GMB	229 499 674	180 JOURS	TERMINE
	- GMB	177 651 166	120 JOURS	TERMINE
	- IMPACT Entreprise	137 046 463	180 JOURS	TERMINE
	- GIE EPA	91 435 005	180 JOURS	TERMINE
	- SET 2000	169 919 940	120 JOURS	EN COURS
	- TECHNIMEX	112 651 757	180 JOURS	EN COURS
	- TECHNIMEX	100 793 677	180 JOURS	EN COURS
- SUD COMPAGNIE	45 599 034	120 JOURS	EN COURS	
DIAGNOSTIC SFD	DJIBRIL DIOP	2 750 000	15 JOURS	MISSION EXECUTEE
FINANCE ISLAMIQUE	AHMED OULD HOUEBIB	20 600 000	60 JOURS	Mission exécutée
SUIVI EVALUATION	CABINET MSA	5 710 000	60 JOURS	MISSION EN COURS
AUDIT	CABINET MAX CONSULTING GROUP	32 000 000	DUREE DU PROJET	MISSIONS 2010, 2011, 2012 et 2013 EXECUTEES
VEHICULES	SERA	55 200 000 14 800 000		LIVRES
MANUEL DE PROCEDURES	CABINET MAX CONSULTING	6 000 000	60 JOURS	MANUEL DISPONIBLE
ETUDE DU MILIEU	CABINET MSA	44 515 500	180 JOURS	MISSION EXECUTEE
EQUIPEMENT ECB	- GMB - ENTRASE	73 542 373 55 035 200	60 JOURS	EXECUTION EN COURS
EQUIPEMENT DES SFD	- DABAKH OFFICE - COSEF - ENTRASE	17 716 520 24 549 900 11 618 280	30 JOURS	REALISEE
RECRUTEMENT DES OPERATEURS	- OPERATEURS ALPHA C1 - OPERATEURS TECHNIQUES C2 - OPERATEURS TECHNIQUES C3	1 722 045 338 435 752 175 849 969 412	DUREE DU PROGRAMME	TERMINE
MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES DE LA COMPOSANTE 2 (FACILITES ET ALLEGEMENTS)	- DISMAT - DISMAT - ECTC - SETRACOM - SETRACOM	25 356 881 42 798 603 32 552 336 79 296 000 99 828 000	60 JOURS	TERMINE TERMINE TERMINE EN COURS EN COURS

Annexe 3 : ETAT DE L'ENSEMBLE DES DECAISSEMENTS DU TRIMESTRE

No	Bénéficiaire	NoDRF	Date	Numéro du contrat	Date envoi à BID	Date de règlement	Montant	Etat (Payé/non payé)
01	REALIMENTATION DU COMPTE SPECIAL			SE 110			0	
Pas de décaissement pour le premier trimestre 2015								



Témoignage de Seynabou TOP, Présidente Groupement des Femmes de Touba Aly Mbenda sur les germes de changements auprès des bénéficiaires dans le cadre de la mise en œuvre du PALAM



Intervention de l'honorable Députée Madame Nafi NDIOGO sur l'importance de l'extension du PALAM dans toutes les Communes de Kaffrine à l'occasion de la Tournée de Son Excellence Monsieur Macky SALL, Président de la République du Sénégal à Kaolack et à Kaffrine



Mission d'évaluation de la BID du 15 au 23 février 2015 conduite par Dr. M. Abderrahman BIDI, chef de la division de l'Education et de Monsieur Ch. A. Kader DIALLO, Task Manager (Département Développement Humain/BID): séance de travail avec l'équipe du PALAM



Mission d'évaluation de la BID du 15 au 23 février 2015 :Mission de terrain avec Monsieur Ch. A. Kader DIALLO, Task Manager (Département Développement Humain/BID): Visite de la Microentreprise du GIE « JAPPOO » du village de BELEL DJIGA, unité de fabrication de savon (Commune de NDIOUM GAINTH, Région de Kaffrine)



Réunion d'harmonisation entre le PALAM et l'ACEP (SFD partenaire) à l'initiative de la DRS/SFD en présence de Monsieur Ch. A. Kader DIALLO, Task Manager (Département Développement Humain/BID) en marge de la Mission d'évaluation de la BID du 15 au 23 février 2015



Atelier d'échanges et de réflexion sur l'état d'exécution des activités du PALAM, les 26 et 27 mars 2015, s'est tenu, à l'hôtel Téranga Saly de Mbour: vue de la salle